

AIN-TÉMOUCHENT

Le Conseil communal d'apprentissage relancé

Dans le but de garantir des métiers pour les jeunes chômeurs de la wilaya, il a été décidé de redynamiser le Conseil communal d'apprentissage qui devra en principe prendre en charge en matière d'apprentissage chaque jeune en quête d'emploi. Ainsi, ce conseil sera présidé par le président de l'APC. Il aura pour tâche de rapprocher des jeunes de leurs communes et leur accorder une formation en apprentissage qui leur ouvre droit à des projets créateurs d'emploi et de richesse . Pour la rentrée professionnelle de février prochain, une attention particulière a été accordée à la formation de la femme. Ainsi, une convention a été signée avec la direction du Centre culturel islamique de Aïn-Témouchent pour la formation de 36 femmes. Dans le même registre, une autre formation en couture et prêt-à-porter en milieu rural sera dispensée au sein de la maison des jeunes dans la commune rurale de Chentouf, distante d'une trentaine de km du chef-lieu de wilaya. Quant au milieu carcéral, quatre disciplines y seront dispensées à savoir : la couture, la coiffure, la pâtisserie et l'informatique, ces formations devront permettre aux jeunes détenus de réintégrer la société en ayant un métier d'avenir. Il faut retenir que le Centre de formation professionnelle de Aïn-Témouchent a ouvert 950 postes pédagogiques dans toutes les spécialités avec des régimes d'études résidentiels, cours du soir et apprentissage. Le but du centre est d'atteindre un taux de 70% de nouveaux stagiaires inscrits à l'apprentissage, selon le directeur du centre.

S. B.

ORAN

La Wilaya et les Domaines se penchent sur les biens de l'État

Depuis l'éclatement sur la place publique de deux affaires mettant aux prises des familles avec des entités réclamant un droit de propriété sur des biens immobiliers à Oran, les autorités locales ont fini par réagir.

En effet, le wali d'Oran a récemment demandé aux services des Domaines d'entreprendre toutes les dispositions pour que soit régularisée la situation des immeubles appartenant aux biens de l'Etat, et ce, conformément aux multiples dispositifs légaux et réglementaires instaurés au lendemain de l'indépendance.

Et par là même, c'est la situation de très nombreuses personnes et familles occupant ces mêmes biens depuis des dizaines d'années qui sera clarifiée et régularisée. Par ailleurs, un recensement des biens pouvant prêter à

confusion sur leur intégration aux biens de l'Etat va être entrepris puisque souvent si l'intégration est bien effective, il n'y avait pas eu d'annotation dans l'administration.

Si, aujourd'hui, il y a un véritable branle-bas de combat, c'est qu'il y a eu ces derniers mois deux cas de figure graves et révélateurs de la situation.

La première affaire a trait à l'expulsion d'une famille algérienne occupant un appartement depuis 1969 et qui se trouve aujourd'hui à la rue.

La famille ayant été expulsée il y a un mois suite à l'action judiciaire d'une associa-

tion cultuelle «l'assemblée de Dieu d'Oran», qui existait à l'époque coloniale et qui revendique un droit de propriété sur un immeuble.

Ailleurs, au boulevard la Soummam, ce sont 11 familles locataires qui livrent une bataille juridique depuis des années contre une société dénommée Siffan qui, elle aussi, se revendique d'un droit de propriété sur l'immeuble en question.

Les locataires se sont constitués en association pour faire valoir leur droit, ce qui leur a permis contrairement à l'APC d'être reçus à la wilaya pour exposer leur cas.

Dans les deux cas, les Domaines et la Conservation foncière sont au premier rang de ces conflits, d'où la démarche de la wilaya qui, aujourd'hui, en qualité repré-

sentant de l'administration, se doit de protéger les biens de l'Etat et cela passe par la régularisation des locataires et l'application d'un principe, nous dit-on, «l'acquisition prescriptive».

Fayçal M.

SIDI BEL-ABBÈS

Retrait de confiance au P/APC de Telagh

Lundi dernier, 15 membres sur les 19 de la composante de l'Assemblée populaire communale de la localité de Telagh dans le sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès ont décidé, selon nos sources, d'un retrait de confiance à leur président, qu'ils accusent d'avoir mal géré, depuis sa désignation, les intérêts de la commune, d'avoir pris des décisions unilatérales en plus d'une dégradation du cadre de vie de la commune;

Les 15 membres, dont 9 sont d'obédience FLN, 5 RND et 1 du FNJS, ont unanimement décidé de retirer leur confiance au P/APC dans l'attente de l'aval des autorités compétentes.

A. M.

RELIZANE

Les habitants de Chehaïbia interpellent les pouvoirs publics

Les habitants du douar Chehaïbia, situé à environ 17 km de la commune d'Oued Djemaâ, rattachée à la daïra de Hmadna dans la wilaya de Relizane, à l'ouest, interpellent les responsables de la direction du transport de la wilaya pour mettre fin au calvaire qu'ils endurent depuis l'indépendance.

En effet, chaque jour qui passe, ils sont confrontés au manque de transport urbain pour rejoindre leurs desti-

nations respectives et doivent utiliser tous les moyens possibles pour pouvoir s'adonner à leurs activités.

Cette situation a été l'occasion recherchée par les transporteurs clandestins qui n'hésitent pas à imposer leur diktat en fixant le prix de la course qui dépasse l'entendement, à l'exemple des trajets vers le chef-lieu de commune et le douar sus-évoqué pour louer un taxi clandestin, à 400 et 600 dinars et ce, sans tenir compte de la situation du citoyen.

Et même les malades chroniques pour un déplacement au chef-lieu de la commune ne savent plus à quel saint se vouer. Et pour mettre un terme définitif à ce calvaire quotidien, les habitants de cette localité interpellent les pouvoirs publics afin de se pencher sur leur problème qui perdure depuis l'indépendance.

A. Rahmane

TIARET

La loi de finances 2014 en débat

A l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie «Sersou», la salle de conférence de l'ITE a abrité récemment une rencontre animée par un spécialiste en finances publiques, sur le thème fort actuel de la loi de finances 2014 et son impact sur les entreprises.

Constitué d'acteurs économiques locaux, chefs d'entreprises, cadres comptables et financiers, professionnels en fiscalité et responsables d'administration en charge des dispositifs générateurs d'emploi et de développement de l'investissement, l'auditoire apprendra qu'un grand nombre d'articles de la LF 2014 est consacré aux mesures relatives à l'accroissement du soutien financier de l'Etat à la création d'activités génératrices de postes de travail dans le cadre des dispositifs

Ansej, Cnac, Angem et à l'encouragement de la production nationale.

A ce titre, il est souligné que le taux de bonification porté à 100 % au profit des promoteurs éligibles à ces dispositifs quelle que soit la zone d'implantation de leurs activités (Nord, Sud et Hauts-Plateaux), a induit la prise en charge de l'intégralité des frais financiers par le Trésor public. Ce que le conférencier soulignera en affirmant que désormais, les microentreprises bénéficieront des divers avantages

consistant dans les incitations à caractère fiscal, douanier, foncier (abattement de la redevance de concession) et financier (bonification totale du taux d'intérêt et soutien financier non rémunéré).

Les mesures d'encouragement de l'investissement ne sont pas en reste puisque pas moins de deux articles spécifiques à ce chapitre ont été analysés par l'expert en termes d'évolution de la réglementation et d'impacts sur l'amplification de la dynamique des investissements.

Enfin, d'autres dispositions ont été explicitées ayant trait, entre autres, au contrôle fiscal et à la lutte contre la fraude et l'informel, à la limitation, l'encadrement des importations et la régle-

mentation du secteur automobile. Pour ce volet, où les attentes des opérateurs économiques sont importantes, il est souligné que les entreprises productrices de biens et services peuvent payer les importations d'équipements et d'intrants et autres produits utilisés pour la production ainsi que les produits stratégiques à caractère d'urgence, par remise documentaire ou crédit documentaire. Comme il est mentionné la réintroduction du mode de paiement par transfert libre au titre des commandes annuelles cumulées d'intrants et pièces de rechange à hauteur de 4 millions de dinars au profit des entreprises productrices. Cette procédure reste néanmoins à préciser par voie d'instruction de la Banque d'Algérie.

A noter également l'introduction d'une disposition intéressante pour les entreprises et leur développement, relative à l'autorisation du dédouanement jusqu'au 31 décembre 2014, des matériels et équipements âgés de moins de 2 ans, en l'absence d'un bien similaire en Algérie, à importer par les promoteurs et producteurs pour les besoins de leurs activités, à condition de conserver ces biens dans leurs patrimoines pendant une durée de cinq ans.

Il convient enfin de préciser que cette journée s'inscrit au titre de la mise en œuvre du programme d'animation de la CCI en direction des opérateurs économiques de la région.

Mourad Benameur

Anniversaire

A notre poupée HAOUARI SABINE
Cocou ma Sabine

Le 17 janvier 2013, un de nos plus beaux jours qui est arrivé.

Le jour de ta naissance.

Le jour où tu as d'abord comblé tes parents.

Puis envahi de bonheur nos vies. Quel beau cadeau !

Tu es venue et tu as pris place dans nos cœurs.

Pour ta maman, tu as offert ta vie.

Pour ton père, tu as offert de l'affection et de l'amour éternel.

Pour nous, tu as offert tes adorables yeux.

Tu es venue et tu as livré ton premier combat pour la vie.

Sache qu'on t'aime déjà. Qu'on te protégera. Qu'on sera tes guides. On sera là pour toi.

Bienvenue dans notre monde, transforme-le, ajoutes-y du soleil.

Ta mamy, papy, Sabrina et Djamel Laouachra qui t'adorent.



ANNIVERSAIRE

C'est le 14/01/2014, notre très chère princesse ABAHRI

Sarah, à l'occasion de ton 1er anniversaire ton papa Hichem, ta maman, tes grands-parents, tes tantes et tes oncles ainsi que toutes les familles KADI et ABAHRI te souhaitent un joyeux anniversaire et une longue vie pleine de bonheur et de réussite Incha Allah.

On t'aime très fort petite merveille.

